



# BUDGET 2017 UPPA

## Non à la baisse des dotations !

Depuis 4 ans, au nom du déficit budgétaire, nous subissons l'austérité qui d'année en année réduit les moyens pour les composantes et les services.

Dans sa proposition de lettre de cadrage budgétaire soumise au CA du 15/09, la direction prévoit de nouvelles baisses des enveloppes formation (-355K€), recherche (-194K€) et services (-50K€) pour 2017.

Pourtant tout le monde sait d'où vient le déficit de l'UPPA. Non pas d'une mauvaise gestion, cela a été confirmé par l'IGAENR, mais d'un déficit structurel dû à une sous-estimation de la masse salariale lors du passage aux RCE et aggravé par la non compensation de l'évolution naturelle de cette masse salariale par l'ancienneté et les promotions (le fameux GVT). Et ça, tout le monde le reconnaît, l'IGAENR, le rectorat et le ministère. Le président de l'UPPA s'indignait justement il y a quelques temps que l'Etat ne paie plus intégralement ses fonctionnaires et que ce soient les ressources propres de l'UPPA qui compensent. Mais depuis, le président de l'UPPA a aussi déclaré ne plus rien attendre de l'Etat (!?). C'est sans doute ainsi que, pour répondre en bon élève aux injonctions gouvernementales de maîtriser les déficits, le président de l'UPPA fait une nouvelle fois le choix de réduire les enveloppes budgétaires (le déficit 2017 est à nouveau prévu en augmentation de 600 K€ à cause du GVT).

Dans cette logique rien d'étonnant que l'Etat ne paie pas ses dettes puisque l'UPPA lui fait la démonstration qu'elle peut réduire encore ses dépenses ! Cela voudrait-il dire que nous avons trop auparavant ? Une hérésie lorsque l'on connaît le manque de moyens dans les composantes et les services. Les gains de gestion obtenus doivent servir aux besoins des composantes et des services, pas à baisser les budgets déjà insuffisants !

**La CGT refuse toute nouvelle baisse des enveloppes budgétaires tant que tous les moyens nécessaires pour assurer nos missions de service public ne sont pas assurés.**

Dans le respect du mandat donné par des centaines d'agents de l'UPPA à l'ensemble des organisations syndicales par la pétition de 2014, nous réclamons que l'Etat paie son dû. Ainsi, nous ne parlerions plus aujourd'hui de déficit mais d'excédent ! Nous pourrions travailler dans de meilleures conditions : en donnant aux composantes les moyens de fonctionner, notamment en termes d'infrastructures ; en revenant sur le gel des postes d'EC ; en ouvrant les concours de recrutement où cela est nécessaire ; en faisant bénéficier enfin aux personnels d'un réel plan de formation... Nous pourrions par exemple obtenir un remplacement des congés maternité intégral et non à 50%, avec toutes les difficultés que cela entraîne.

Pour 2017, la direction présente la baisse des enveloppes formation, recherche et services comme le résultat d'une récupération des excédents non utilisés. Mais de tels excédents n'apparaissent pas dans le bilan des années précédentes (!!). Si tel est vraiment le cas, la direction ferait mieux de rechercher les causes de la non utilisation des budgets plutôt que de tirer des conclusions hâtives alors que tout le monde manque de moyens.

Et qui fera les frais des réductions budgétaires ? Quelles formations ? Quels services aux étudiants ? Quels laboratoires ? Quels services ?

Nous avons tous intérêt à ce que les enveloppes budgétaires ne baissent pas pour tenter d'assurer nos missions de service public, nous devrions même demander leur augmentation !

Pau, le 15/09/2016